



REFONDONS L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

La réussite scolaire pour tous

Atelier : Service public d'orientation

Contribution de la CGT Educ'action

Dans le cadre de la déclaration commune Etat/Région, le 1^{er} ministre s'est engagé, alors même que cette concertation est en cours au MEN, à confier aux régions la coordination et l'animation du service public de l'orientation. Avons-nous donc encore réellement notre mot à dire ? Cette consultation n'est-elle pas qu'une mascarade ?

Nous tenons, cependant, ici, à rappeler la position de la CGT Educ'action qui n'est pas du tout celle du gouvernement :

- En effet, pour notre organisation, l'aide à l'orientation ne peut se concevoir que dans le cadre d'un **accompagnement tout au long de la scolarité**, et la mission du COP, qui est d'aider chaque jeune à élaborer progressivement un parcours de formation adapté, à trouver du sens à sa scolarité, ne peut s'entendre **qu'au sein de l'Education Nationale**, en tant que membre des équipes éducatives. Par notre **qualification de psychologue**, nous concourons, avec les autres personnels, à la réussite scolaire des élèves et nous contribuons à la lutte contre le décrochage.
- **Notre conception de l'orientation** vise le développement de la personne et de son autonomie et non pas l'adaptation des élèves au marché du travail et à l'emploi. Pour la CGT Educ'action, ce n'est pas en voulant ajuster artificiellement l'école au monde du travail qu'on réussira à lutter contre le décrochage scolaire. Ce n'est pas en confiant aux régions le pilotage de l'orientation et en réduisant l'orientation à l'aide à l'insertion qu'on modernisera le SPO, **mais en travaillant en amont à la réussite scolaire de tous les élèves**.
- **Par conséquent**, nous sommes opposés au pilotage de l'orientation par les Régions et à la mise en place de lieux d'accueil uniques pour tous les usagers quel que soit leur âge. **Nous demandons que la procédure de labellisation** orchestrée par les Régions, qui nie les besoins spécifiques des usagers et remet en cause les missions des différents acteurs, **soit stoppée**.

Pour la CGT Educ'action, ce sont les CIO qui doivent rester les éléments centraux du service public de l'orientation, au sein de l'EN, avec des missions reconnues. Ils doivent rester présents sur tout le territoire, rester les lieux d'accueil privilégiés des jeunes et des familles, les lieux de référence pour la mise à disposition gratuite d'outils d'information, et pour la prise en compte des jeunes sortants du système scolaire dans le cadre de la MGI, **avec bien sûr des moyens renforcés**.

Pour conclure, parce que nous voulons que soit respectée l'égalité de tous les usagers du service public sur l'ensemble du territoire, **nous refusons le désengagement de l'Etat en matière d'orientation**.

Pour nous, c'est au MEN et non aux Régions qu'il revient :

- **de mettre en place le pilotage de l'orientation** aux différents niveaux de décision, ministériel et académiques.
- **de donner les moyens suffisants pour répondre aux besoins des jeunes**.
- **et enfin, de positionner clairement les services d'orientation de l'EN** en tant qu'acteurs principaux pour l'orientation scolaire qui ne peut se réduire à la préparation à l'insertion professionnelle.